

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Depuis cinq semaines, Mayotte est secouée par l'explosion d'une crise systémique liée au rouleau compresseur d'une longue vague migratoire, qui affecte l'ensemble de la population, dans tous les domaines : la sécurité au quotidien mais aussi la santé, le logement, le travail, l'éducation, l'environnement.

Le vivre ensemble auquel nous sommes depuis toujours si attachés et qui est indispensable pour la survie et le développement de notre île est ébranlé dans ses fondements.

Les syndicats, les entrepreneurs, les associations, les citoyens eux-mêmes dans la rue ou à travers leurs collectifs ont pu s'exprimer.

Les élus, locaux et nationaux, ont toujours été attentifs à ne pas rompre les liens.

Il s'agit à présent de construire.

Le temps est venu de relever tous les défis qui s'imposent à nous.

Ce ne sera possible qu'avec l'ensemble des forces vives du Département renforcées par l'appui de l'Etat.

La ministre des outre-mer est venue. Il y a eu écoute et échange. Elle a fait des premières propositions, avec une méthode et un calendrier pour un véritable développement du territoire. Même si les discussions ont parfois été tendues, parce que c'est bien de l'avenir d'un territoire de la République dont il s'agit, la volonté de dialogue s'est toujours maintenue.

15 mesures défendues par les représentants de l'intersyndicale et du collectif, le 13 mars dernier, ont été acceptées par la Ministre des Outre-mer.

Le Premier ministre, quant à lui, a suivi avec la plus grande attention le développement de la situation.

Soucieux que soit d'abord rétablie la sécurité sur le territoire, il souhaite à présent que l'on passe à une deuxième phase. Dans une lettre adressée le 22 mars 2018 aux parlementaires, au Président du Conseil départemental et aux Maires de l'île, il annonce l'envoi dès la semaine prochaine d'un

Délégué du Gouvernement pour élaborer, en liaison étroite avec toutes les parties prenantes, les propositions pour l'avenir du territoire et l'amélioration de la vie quotidienne des Mahoraises et des Mahorais."

Pour toutes ces raisons, et dans l'intérêt de la population, nous demandons solennement la levée des barrages, le retour au fonctionnement normal de nos administrations et une reprise indispensable du dialogue entre les forces vives de l'île et le Gouvernement et ses représentants.

Nous resterons vigilants au respect des engagements et à leur mise en œuvre effective pour une sortie de crise salvatrice mais exigeante.

A l'heure où l'Union des Comores vient à nouveau de revendiquer illégitimement sa souveraineté sur notre territoire, il nous appartient plus que jamais de lui opposer une unité ferme et déterminée.

Thani MOHAMED-SOILIH

Abdallah HASSANI

Hanima IBRAHIMA JOUWAOU

Mohamed MAJANI